

Positions transatlantiques et Iran nucléaire

1 L'Iran et le nucléaire ; une longue histoire :

1.1 l'aide des Etats-Unis et de l'Europe :

C'est dès les années cinquante que l'Iran sous la direction du Shah Reza Pahlavi après le renversement de Mossadegh noue des rapports avec les Etats-Unis sur la question nucléaire. Eisenhower avait lancé en 1953 dans un discours fameux aux nations unies le programme « l'atome pour la paix »¹ ; Dans ce cadre, en 1959 est créé à Téhéran le centre de recherches nucléaires de Téhéran (CRNT)², dirigé par l'organisation de l'énergie atomique d'Iran (OEAI). Les Etats-Unis fournirent au centre un réacteur de recherche fonctionnant à l'uranium hautement enrichi.³ Les accords bilatéraux entre les deux pays dans les années soixante permettent le développement de l'activité iranienne dans le domaine.

Après le premier choc pétrolier, l'Iran envisage sous un angle nouveau la question de son approvisionnement énergétique, d'une part, et celle de son équipement militaire d'autre part. Le Shah va lancer une accélération très importante des acquisitions militaires (achat des F-14 tomcat, seul pays hors Etats-Unis possédant cet appareil) positionnant son pays comme le « gendarme du golfe ». La place nouvelle prise par le pétrole comme source énergétique implique une gestion de long terme moins dispendieuse. Et la réalisation d'un important programme nucléaire de production d'électricité est alors lancée, au moment même où des pays significatifs (c'est le cas de la France) démarrent de programmes de grande ampleur. L'institut de recherche de Stanford publie une étude qui évalue à 20 000 mégawatt les besoins du pays à l'horizon 1990 et les Etats-Unis encouragent l'Iran à développer ses moyens énergétiques non-pétroliers.

La perspective du Shah d'Iran était de construire 23 réacteurs nucléaires producteurs d'électricité et son gouvernement va signer un contrat avec le groupe Siemens⁴ pour construire deux réacteurs de 1200 mégawatt sur le site de Bushehr, dont le chantier est ouvert en 1974, ainsi qu'un contrat avec Framatome pour deux réacteurs à eau pressurisée à Darkhovin.⁵ L'Iran prend aussi pour 1 milliard de dollars une participation de 10% dans le consortium Eurodif pour l'usine d'enrichissement du Tricastin, en France. La France fournit également une assistance technique pour la réalisation du centre de technologie nucléaire d'Esfahan. Dans ce centre fonctionneront quatre réacteurs de recherches d'origine chinoise. L'année suivante le MIT⁶ signe avec l'OEAI un accord de formation d'une première cohorte d'ingénieurs nucléaires et l'Inde⁷ conclut avec l'Iran un traité de coopération nucléaire.

En 1976, l'Iran participe au financement d'une usine d'enrichissement en Afrique du sud et reçoit pour 700 millions de dollars de minerai d'uranium. et en 1977, le gouvernement américain prévoit de livrer huit centrales à Téhéran⁸ et conclut en juillet 1978 un accord global sur les fournitures de matériel nucléaire, par lequel l'Iran aura accès à la technologie américaine.

Les aspects civils du programme nucléaire iranien sous la période du Shah ainsi résumés ne font guère l'objet de contestation. Il est clair que le Shah avait engagé un programme ambitieux de production d'électricité d'origine nucléaire, à l'exemple de la France ou du Japon, pays non producteurs de pétrole, ou des Etats-Unis, pays au contraire gros producteur. La vision de long terme sur l'épuisement des ressources pétrolières et leur insuffisance face à la croissance démographique du pays poussait à rechercher des sources alternatives, ce que le nucléaire pouvait être.

Les aspects militaires de l'activité nucléaire iranienne dans cette période sont plus controversés –et pour cause-. Mais le fondateur et ancien président (1974-1978) de l'OEAI, Akbar Etemad mentionne des essais faits avec du plutonium extrait du combustible des réacteurs.⁹ Et plusieurs témoins de l'époque, proche du Shah comme l'ancien ministre Asadollah Alam, évoquent une équipe de recherche sur les armes nucléaires au centre de recherche de Téhéran et pensent que le Shah voulait faire de l'Iran une puissance nucléaire militaire.

¹ Atoms for peace ». Voir Susan Eisenhower, *L'atome au service de la paix, 50 ans plus tard*, IAEA BULLETIN 45/2 Décembre 2003 (http://www.iaea.org/Publications/Magazines/Bulletin/Bull452/French/article2_fr.pdf)

² en anglais Tehran Nuclear research center (TNRC)

³ Le réacteur d'une puissance de 5 mégawatt sera opérationnel en 1967 et peut produire 600 grammes de plutonium par an.

⁴ avec la filiale Kraftwerk Union

⁵ Le contrat sera annulé par le gouvernement Bazargan en 1979 après la révolution islamique.

⁶ Massachusetts Institute of Technology

⁷ devenue en 1974 à son tour puissance nucléaire militaire.

⁸ selon la communication du représentant du département d'Etat au "The US and Iran, An Increasing Partnership," , cité par Mohammad Sahili, Payvand's Iran News, 10/02/03

⁹ A. Etemad, « Iran » in H.Mueller (eds), *European non-proliferation policy*, Oxford University Press, 1987. (page 9)

1.2 la révolution islamique bouleverse la donne.

En février 1979, la chute du gouvernement du Shah, ouvre une nouvelle période où dans un premier temps, le nucléaire va être mis au second plan, à la fois parce que le nouveau pouvoir n'en veut pas et parce que les puissances occidentales n'ont plus le même désir d'équiper le pays.

A cette date les réacteurs du site de Bushehr ne sont pas encore complètement installés mais le gouvernement Bazargan stoppe les travaux et les entreprises étrangères s'en vont. Durant la guerre avec l'Irak le site va être à peu près complètement rasé par des bombardements répétés.¹⁰

Une fois la guerre terminée, sous la présidence de Rafsanjani, diverses tentatives vont être faites pour renouer les liens avec les entreprises occidentales, notamment pour que Kraftwerk Union livre les composants et la documentation technique des réacteurs de Bushehr, ce que la firme allemande, ¹¹ sous la pression américaine, refuse de faire. La même opposition des Etats-Unis empêchera qu'un consortium de sociétés argentine, allemande et espagnole prenne la suite des travaux sur le site ou que, dans les années quatre vingt dix l'institut national espagnol pour l'industrie et l'équipement nucléaire termine le projet.

De même en 1993 la firme italienne Ansaldo et en 1994 la firme tchèque Skoda seront obligées, sous menace de boycott américain, de suspendre leurs discussions commerciales.

Ce gel des relations va amener l'Iran à se tourner vers la Russie et la Chine

2 La « crise » nucléaire.

En janvier 2002 dans le discours sur l'état de l'Union le président Bush, dénonce « l'axe du mal » constitué par l'Irak, l'Iran et la Corée du nord.. C'est dans ce contexte qu'en août 2002, un représentant des Moudjahidines du peuple, employé aux Etats-Unis par la chaîne Fox news, révèle qu'en Irak existent des installations nucléaires non déclarées au sud de Téhéran à Natanz (usine d'enrichissement de l'uranium) et à Arak (production d'eau lourde). Ces révélations qui donnent du crédit à l'affirmation du président américain sont le point de départ de la « crise nucléaire iranienne » et pendant l'année 2002 la pression américaine va aller augmentant, pour dénoncer la volonté supposée de l'Iran d'acquiescer l'arme nucléaire.

2.1 2003-2005 : la montée des tensions

Cette tension grandissante va s'établir sur un premier pallier dans l'année 2003 :

En février 2003, Mohamed El Baradei, directeur général de l'AIEA, inspecte le site de Natanz

Le rapport que Mohamed El Baradei rend en juin souligne que « l'Iran a manqué à son devoir de rapporter certains matériaux et activités ». En conséquence, il demande « des actions coopératives » de la part du pays. Mais cette situation n'est pas qualifiée comme une rupture avec le TNP, que l'Iran a signé en 1968 et ratifié deux ans plus tard.

d'autre part le 21 octobre, c'est la visite conjointe à Téhéran des ministres des Affaires étrangères français, britannique et allemand, Dominique de Villepin, Jack Straw et Joschka Fischer qui s'entretiennent avec le président Khatami de la coopération de l'Iran

A la suite de cette visite, l'AIEA indique que l'Iran a fourni une description « complète » ¹² de son programme nucléaire et son rapport précise que l'Iran a admis avoir produit du plutonium mais qu'il n'y a pas d'évidence que le pays tente de construire des armes nucléaires » ¹³ Washington proteste que le rapport est « impossible à croire », mais le document est validé par l'ONU et en décembre, Téhéran signe le protocole additionnel au TNP, permettant à l'AIEA d'organiser des inspections non prévues et plus détaillées des sites nucléaires.

L'année 2004 est celle d'un nouvel affrontement à nouveau réglé par un compromis :

Les mêmes mouvements se poursuivent pendant l'année 2005 : mission d'inspection de l'AIEA à Natanz en juin ; tentative (infructueuse) de Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat, de s'opposer à la réélection de Mohammed El Baradei à la tête de l'agence,

reprise en août de la conversion ¹⁴ à l'usine d'Ispahan qui entraîne la suspension des négociations avec le groupe UE3 ; Ahmadinejad le nouveau président iranien, propose lors d'un sommet à l'ONU que des entreprises étrangères puissent participer au programme nucléaire iranien, assurant ainsi un certain « contrôle ».

2.2 les résolutions du conseil de sécurité

La période 2006-2007 est celle d'une aggravation des tensions :

En décembre 2006, le conseil adopte à l'unanimité la résolution 1737 rend obligatoire la suspension de toutes les activités liées à l'enrichissement et à l'eau lourde en Iran, y compris en recherche et développement.

¹⁰ Mars 1984, février 1985, mars 1985, juillet 1986, deux bombardements en novembre 1987.

¹¹ qui a pourtant été payée

¹² a « comprehensive declaration »

¹³ « There is no evidence that the country is trying to build an atomic bomb. ». Voir

http://news.bbc.co.uk/1/low/world/middle_east/3210412.stm

¹⁴ pas l'enrichissement

En mars le conseil adopte, de nouveau à l'unanimité, la résolution 1747 qui durcit les positions et prévoit de nouvelles mesures qui portent sur deux domaines principaux : l'armement (interdiction faite à l'Iran d'exporter toute arme et appel à la vigilance et à la retenue pour les exportations de certaines armes vers l'Iran) et les relations financières du gouvernement iranien avec d'autres États ou avec les institutions financières internationales ;

3 l'Iran est-il en train de construire la bombe ?

Ce projet attribué à l'Iran s'appuie sur des « évidences » économiques (l'Iran a du pétrole, il n'a donc pas besoin d'électricité nucléaire) et sur des « indices » techniques. Mais, évidences et indices sont discutables :

3.1 gérer le pétrole

Un des arguments mis en avant par l'administration américaine pour « prouver » la duplicité iranienne consiste à dire qu'un pays aussi richement doté en pétrole que l'Iran n'a pas réellement besoin de construire un parc de centrales nucléaires pour disposer d'électricité et que donc la volonté civile affichée camoufle en réalité des desseins obscurs.

On sait que l'Iran est le quatrième producteur mondial de pétrole (185 millions de tonnes en 2003)¹⁵, derrière la Russie, l'Arabie saoudite et les États-Unis¹⁶ et que ses réserves (18 milliards de tonnes) sont les deuxième du monde après l'Arabie saoudite (35 milliards). Toutefois cet argument mérite d'être examiné de plus près : s'il est vrai que dans le passé certains des pays qui ont lancé des programmes importants de centrales nucléaires (France, Allemagne, Japon notamment) l'ont fait pour compenser leur absence de ressources pétrolières, dans le même temps, d'autres pays, pourvus en pétrole ont aussi construit des parcs importants de centrales : c'est le cas en particulier des États-Unis et de la Russie. La volonté de diversifier les sources ainsi que d'anticiper l'épuisement des réserves expliquent ces décisions. Elles ne sont pas sans validité dans le cas de l'Iran. On doit également noter que la position de l'Iran dans le marché mondial du pétrole s'est contractée : en 1973 avec une production de 293 millions de tonnes, Iran réalisait plus de 10% de la production mondiale, en 2000, avec 186 millions de tonnes, il ne représente plus que 5,2% du total.¹⁷ De plus l'état actuel des exploitations pétrolières iraniennes est préoccupant, faute d'investissement suffisants et prélude sans doute à une baisse de la production, qu'un chercheur de la Johns Hopkins University, Roger Stern, évalue à 10 à 12% par an,¹⁸ d'autant que la National Iranian Oil Company, la société nationale, faute de disposer de la technologie et de ressources suffisantes n'est pas en mesure, seule, de remettre à niveau les installations. Le pétrole constitue de plus l'essentiel des ressources extérieures de l'Iran¹⁹ et presque la moitié de ses ressources budgétaires. Enfin, depuis l'époque du premier choc pétrolier la pression démographique s'est singulièrement alourdie puisque, en un peu plus de trente ans la population a doublé pour atteindre 70 millions d'habitants.

Dans ces conditions, une perspective consistant à économiser cette ressource rare et à répartir sur le long terme son utilisation n'est pas dénuée de crédibilité : même un pays richement doté en pétrole peut donc avoir un intérêt économique réel à développer des sources alternatives d'énergie. De ce point de vue l'existence des ressources naturelles de l'Iran ne conduit donc pas à ruiner l'hypothèse que ses efforts nucléaires soient réellement destinés à mettre au point une production civile d'électricité.

3.2 Des indices mais pas de preuves

Une part du discours dominant accumule des « indices » techniques pour arriver à la démonstration qu'il existe un programme secret, à l'instar de ce qui se passait dans l'Irak de Saddam Hussein avant 1991. La discussion peut être extrêmement sophistiquée et la multiplication des arguments, à défaut de convaincre clairement, a un effet d'accumulation qui produit l'impression qu'il y a effectivement « anguille sous roche ».

Il est clair que la non-déclaration peut à bon droit susciter des questions, mais elle ne suffit pas à conclure à l'existence d'un programme militaire. Ou alors, il faut appliquer le même questionnement aux pays qui refusent, des inspections de l'AEIA, comme ça été le cas pour la Corée du sud quand en 2002 et 2003 ce pays a refusé l'inspection d'usines travaillant sur un programme d'enrichissement par laser qui lui a permis d'obtenir de l'uranium 235 enrichi à 78%, sans que les États-Unis ni l'Union européenne ne saisisse le conseil de sécurité.²⁰ Alors qu'en janvier 2007 le refus

¹⁵ Voir Jean-Paul Collicard « Le marché du pétrole » Avril 2005, Académie de Grenoble. <http://www.ac-grenoble.fr/histoire/tice/cartemois/n27/petrole.htm>

¹⁶ Respectivement 485, 417 et 285 millions de tonnes en 2003. Source : OPEC *Annual Statistical Bulletin* 2003 et CNUCED (www.unstad.org), cités par Collicard.

¹⁷ Voir « La production de pétrole dans le monde en 1973 et 2000 » http://www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/se_petmp.htm

¹⁸ R. Stern, « The Iranian petroleum crisis and United States national security », *Proceedings of the National Academy of Science*, January 2, 2007; 104(1) : 377 - 382.

¹⁹ 70 à 80% selon Albert Légault, *L'Iran d'hier et de demain : émergence ou décadence ?* Institut d'études internationales de Montréal, UQAM, Bulletin N°83, Janvier 2007

²⁰ voir Siddharth Varadarajan, « Iran and the invention of a nuclear crisis », *The Hindu*, Online edition of India's National Newspaper, Wednesday, Sep 21, 2005 [<http://www.hinduonnet.com/2005/09/21/stories/2005092105231000.htm>]

iranien de laisser entrer 38 inspecteurs de l'AEIA est analysé par le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack comme un « exemple de la volonté du gouvernement iranien de dicter sa volonté à la communauté internationale ». ²¹

En, réalité, la seule conclusion indiscutable des centaines d'inspections qui ont eu lieu en Iran, c'est qu'il n'existe pas de preuves de l'existence d'un programme militaire caché. Ce constat matériel n'équivaut pas à décider que l'option militaire n'existe pas dans l'esprit des dirigeants iraniens. Mais ce point, est une autre question qui doit être abordé comme telle.

4 USA / Iran : l'affrontement politique

4.1 l'Iran : un proliférateur de plus ?

C'est peu dire que les caractéristiques du pouvoir iranien ne plaident pas en sa faveur : le « régime de ayatollahs » ²², l'intégrisme religieux, les discriminations de toutes sortes contre les femmes avaient dessiné une image très négative dans l'opinion occidentale. Au point que les ouvertures du président Khatami par exemple ont été ignorées ou sont restées pratiquement sans suite. Khatami, alors président, avait multiplié les appels au « dialogue des civilisations » et fournit une aide précieuse aux Etats-Unis en Afghanistan pour le renversement du régime des talibans. En mai 2003, à Genève, les dirigeants de Téhéran avaient soumis aux représentants américains une proposition de négociation globale sur trois thèmes : armes de destruction massive ; terrorisme et sécurité ; coopération économique ²³. La République islamique se déclarait prête à soutenir l'initiative de paix arabe du sommet de Beyrouth (2002) et à contribuer à la transformation du Hezbollah libanais en parti politique.

Sur le plan proprement nucléaire, l'Iran a signé en décembre 2003 le protocole additionnel du TNP, ²⁴ qui renforce considérablement les capacités de surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et en août 2005 l'ayatollah Khamenei, guide suprême de la révolution a émis une fatwa interdisant la production, le stockage et l'utilisation d'armes atomiques.

Néanmoins, les prises de position et initiatives du président Ahmadinejad, en particulier sur Israël et l'extermination des juifs ont achevé de construire une image de l'Iran suscitant crainte et tremblement et rendant plausible de la part de ce pays une démarche masquée d'acquisition d'armes nucléaires. Plus que la Corée du nord, lointaine pour les occidentaux et trop misérable pour être réellement menaçante, l'image de l'Iran se construit comme une figure du mal, et du mal absolu de ce siècle : La prolifération nucléaire.

La prolifération n'est pourtant pas une nouveauté si remarquable : il y a actuellement plus de 1100 réacteurs nucléaires dans le monde : 280 sont des réacteurs de recherche, 400 propulsent des navires et des sous-marins et 438 produisent de l'électricité. ²⁵ et on sait qu'après les puissances anglo-saxonnes, tour à tour, tous les pays qui ont acquis l'arme nucléaire ont été dans un premier temps considéré comme des proliférateurs menaçant les équilibres mondiaux, non seulement l'URSS évidemment ou, plus tard, la Chine maoïste, mais même la France, comme le disait Robert McNamara, secrétaire à la défense dans son discours d'Ann Arbor de juin 1962 :

« En résumé donc, des capacités nucléaires limitées fonctionnant de manière indépendante sont dangereuses, coûteuses et ont tendance à tomber rapidement en désuétude » ²⁶

On pourrait ajouter encore que le plus remarquable dans ce domaine c'est la façon dont jusqu'à présent l'histoire a invalidé le pronostic de l'amiral Castex : en octobre 1945, le grand stratège écrivait :

Il est bien peu vraisemblable que, dans l'avenir, le secret de la bombe atomique restera l'apanage d'une seule nation /.../. Il est probable au contraire que tous les peuples travailleront intensément la question, lançant leurs savants et leurs inventeurs sur cette piste et consacrant à cette recherche de crédits très élevés. On est donc en droit de penser que tout le monde ou presque, au moins les Etats possédant un potentiel scientifique, industriel et financier assez développé sauront et pourront fabriquer des bombes atomiques, et que cette fabrication passera assez vite dans un domaine relativement public. ²⁷

4.2 la menace mondiale selon les Etats-Unis

²¹ USINFO, 25 janvier 2007

²² L'expression est passé dans le langage courant comme synonyme d'intégrisme fanatique et rétrograde.

²³ voir Alain Gresh, « compte à rebours », *Manière de voir*, Juin-Juillet 2007

²⁴ protocole que les Etats-Unis n'ont pas signé ...

²⁵ Dont 104 aux États-Unis, 59 en France, 53 au Japon, 29 en Russie, 19 en Allemagne.. Voir Mahammad Sahimi, *Iran's nuclear program*. Payvand's Iran News [http://www.payvand.com/news/03/oct/1015.html]

²⁶ Robert Mc Namara, *Address at the Commencement Exercises*, University of Michigan, Ann Arbor, 16 juin 1962. Cité par Pierre Melandri, *L'alliance atlantique*, Julliard, collection Archives, 1979, pages 158-159. Traduction complète du discours de McNamara dans martine Meusy, *La défense de l'Europe occidentale*, PUF, 1972.

²⁷ Raoul Castex, « Aperçus sur la bombe atomique », *Revue de défense nationale*, Octobre 1945

Ainsi, selon Gregory Schulte encore, l'aboutissement du programme nucléaire iranien constituerait « *une menace pour les États voisins de l'Iran et une menace pour la communauté mondiale* ». ²⁸ Selon James Jeffrey, premier sous-secrétaire d'État adjoint du bureau des affaires proche-orientales au département d'État, « *Le monde entier est menacé par le programme d'armement nucléaire de l'Iran.* » ²⁹ assertion reprise ensuite par Gregory Schulte, le très ardent ambassadeur des États-Unis à l'AEIA : « *S'il était doté d'armes nucléaires, l'Iran ferait peser une menace sur le monde entier* » ³⁰

La secrétaire d'État, Condoleezza Rice n'est pas en reste et assure : « *Je pense que tout le monde comprend qu'une menace nucléaire croissante émane de l'Iran et qu'il faut des moyens de faire face à ce problème.* » ³¹

La troïka européenne, après des débuts qui paraissaient se distinguer de la position d'outre-atlantique a fini par s'aligner sur celle-ci au point qu'on serait bien en peine de définir aujourd'hui ce qui les différencie : c'est ainsi que l'Union n'a pas examiné les propositions iraniennes de coentreprise pour l'enrichissement qui ont été présentées comme permettant un contrôle de fait sur les activités

Cette volonté d'isoler l'Iran conduit l'administration américaine à faire pression sur les entreprises transnationales pour qu'elles aillent au-delà même des résolutions du conseil de sécurité : « *Étant donné la réaction de la communauté internationale aux actions iraniennes, les entreprises internationales doivent maintenant tenir compte de facteurs « très réels » lorsqu'elles envisagent des investissements en Iran, notamment au niveau de leur réputation* », a ainsi déclaré Sean McCormack, le porte-parole du département d'État ³²

Enfin, les États-Unis manient la menace militaire : la plus visible est le déploiement d'effectifs dans la zone avec l'installation de batteries de missiles antimissiles Patriot et l'envoi d'un second porte-avions dans le golfe persique. ³³ Mais c'est dans le même sens que fonctionne le discours sur l'installation de moyens de défense anti-missiles en Pologne et en république Tchèque : C'est ainsi que le secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes et eurasiatiques, Daniel Fried, après avoir expliqué que le déploiement de ce système en Europe centrale ne vise pas à remettre en question les relations de coopération établies entre les États-Unis et la Russie, précise : *son efficacité contre la menace iranienne et ses avantages pour l'Europe sont clairs*. ³⁴

La pression militaire ne se borne pas aux menaces : on sait que des commandos américains opèrent à l'intérieur même de l'Iran depuis l'été 2004. ³⁵ Alain Gresh rappelle que *De nombreuses sources confirment que les États-Unis ont intensifié leur aide à plusieurs mouvements armés à base ethnique – Azéris, Baloutches, Arabes, Kurdes, minorités qui, ensemble, représentent environ 40 % de la population iranienne –, dans le but de déstabiliser la République islamique.* ³⁶ Aux États-Unis, la chaîne ABC a affirmé que le président Bush avait autorisé la CIA à mener des opérations clandestines visant à déstabiliser le régime et le gouvernement iranien a élevé le 27 mai, auprès de l'ambassadeur suisse à Téhéran, représentant les intérêts américains une protestation énergique contre les « *ingérences des services américains* ». ³⁷

Plus globalement, les autorités américaines n'omettent jamais de rappeler que la résolution 1747 place l'Iran sous le coup de sanctions au titre du chapitre VII de la charte de l'ONU, c'est-à-dire du chapitre qui prévoit l'éventualité d'actions militaires ! ³⁸

5 2007-2008 évolution du renseignement américain et des positions françaises:

La volte-face des services de renseignements américains:

la transition 2007-2008 voit un certain nombre d'infléchissement des positions américaines et européennes, qui s'explique d'abord par un déploiement du renseignement humain en Iran et dans la zone qui aboutit à des estimations très

²⁸ Vince Crawley, « l'Iran devrait suivre une voie menant à l'utilisation pacifique de l'atome », USINFO 16 novembre 2006. Conférence aux Emirats arabes unis du 13 novembre 2006.

²⁹ Stephen Kaufman, « Les États-Unis cherchent à soutenir les Iraniens qui ont soif de démocratie » USINFO 21 novembre 2006

³⁰ USINFO, 10 janvier 2007. Discours du 9 janvier 2007 à Rabat.

³¹ USINFO 24 février 2007 Discours du 21 février en Allemagne.

³² USINFO 25 janvier 2007. Déclaration du 22 janvier 2007.

³³ Vince Crawley, « Robert Gates : l'Iran cherche à exploiter la situation en Irak », USINFO, 18 janvier 2007

³⁴ Jacquelyn S. Porth « Une défense antimissile en Europe ciblerait la menace iranienne », USINFO 24 février 2007

³⁵ voir Sam Gardinier, *The End of The "Summer of Diplomacy": Assessing U.S. Military Options on Iran*, A Century Foundation Report 2006. http://www.tcf.org/publications/internationalaffairs/gardinier_summer_diplomacy.pdf

³⁶ Alain Gresh, « Compte à rebours », *Manière de voir, Tempêtes sur l'Iran*, Juin 2007

³⁷ Corinne Lesnes, « des opérations clandestines américaines en Iran ? », *Le Monde*, 30 mai 2007

³⁸ Le Chapitre VII de la Charte octroie aux Nations unies la légitimité de mener des interventions militaires coercitives pour assurer la paix et la sécurité internationales, ce pourquoi elles ont été créées. Il y est stipulé que si le Conseil de sécurité ne parvient pas, par des moyens pacifiques, à empêcher qu'une situation ne se détériore, il peut « *entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales* » (Charte de l'ONU, article 42). Cette disposition ouvre la porte au déploiement de Casques bleus dans un environnement hostile et où ils peuvent être appelés à ouvrir le feu pour imposer leur mandat. [<http://www.operationspaix.net/-Imposition-de-la-paix->]

différentes de celles en vigueur jusque-là, notamment à travers les rapport du comité national du renseignement (National Intelligence Council,) qui, depuis 1973, rassemble la CIA, les grandes agences du département de la défense (DIA, NGA, NRO, NSA³⁹) et les cinq bureaux de renseignement des armées, les bureaux de renseignement des agences du département de la justice (FBI et DEA⁴⁰) et les bureaux de renseignements des départements de l'Énergie, de la Sécurité intérieure, du trésor et du département d'État. le NIC publie régulièrement des documents « national intelligence estimate » dont la portée ne peut être sous-estimée. Or, l'évènement est la livraison de novembre 2007⁴¹ qui modifie substantiellement les analyses publiées jusque-là, notamment sur les points suivants⁴² :

A. - Nous estimons avec un haut degré de certitude que Téhéran a interrompu son programme d'armement nucléaire à l'automne 2003 ;

- La décision de Téhéran de stopper son programme d'armement nucléaire indique qu'il est moins déterminé à développer des armes nucléaires que nous l'avons estimé depuis 2005.

G. - Nous estimons avec un haut degré de certitude que l'Iran ne sera pas techniquement en mesure de produire et de retraiter suffisamment de plutonium pour fabriquer une arme nucléaire avant 2015 environ.

H. - Nous estimons avec un haut degré de certitude que l'Iran possède la capacité scientifique, technique et industrielle pour produire à terme des armes nucléaires dans l'éventualité où il le déciderait.

Ce qu'il faut bien considérer comme une volte-face découle d'un recours nouveau au renseignement humain.⁴³ Ces méthodes avaient été délaissées par l'administration Bush qui a réduit la centaine d'analystes de l'Iran task force mise en place en 1999 à la CIA à une douzaine. En 2007, un développement de l'action d'agents en Iran a permis l'« exfiltration » du général Ali Reza Asgari, haut responsable des Gardiens de la révolution et ex-ministre adjoint iranien de la défense et de cinq autres militaires et scientifiques nucléaires iraniens.⁴⁴

La tension continue à monter :

Ces analyses qui remettent en cause les choix menés jusque-là par l'administration Bush vont être elles-mêmes remises en cause de diverses manières ; dès décembre 2007, Alireza Jafarzadeh , l'ancien porte-parole du CNRI⁴⁵ dont les révélations ont ouvert la crise, revient sur le devant de la scène, lors d'une conférence de presse à Washington, en confirmant d'abord que le régime iranien a bien suspendu son programme militaire en 2003, mais en ajoutant que ce programme avait été relancé » dès 2004.⁴⁶ Puis lors de la réunion de l'AEIA en février 2008 c'est l'ambassadeur de Grande-Bretagne auprès de l'AIEA, Simon Smith qui déclare que les documents présentés, au Conseil des gouverneurs de AIEA, à Vienne, montrent que l'Iran pourrait avoir mené des travaux en vue de la construction d'armes nucléaires après 2003.

Mais le texte du rapport n'est pas public et la présentation par Mohamed El baradei diffère de celle l'ambassadeur.⁴⁷

Cependant Washington maintient sa ligne générale autour de l'existence d'un danger nucléaire iranien et de l'option d'un recours à la force et le président Bush répète : « l'Iran était dangereux, l'Iran est dangereux et sera dangereux »⁴⁸

Les réactions européennes traduisent un certain alignement avec des nuances :

Pascale Andréani. Porte-parole du ministère des affaires étrangères, déclare "l'Iran ne respecte pas ses obligations internationales et notre position demeure donc inchangée" et ajoute « La France compte donc poursuivre l'élaboration de mesures contraignantes dans le cadre de l'Organisation des Nations unies ».⁴⁹

Le ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, juge lui que le rapport des services de renseignement américain contient "un certain nombre d'éléments intéressants" qui confirment son analyse selon laquelle

³⁹ DIA : Defense Intelligence Agency, NGA : National Geospatial-Intelligence Agency, NRO : National reconnaissance Office, NSA : National Security Agency

⁴⁰ FBI : Federal Bureau of Investigation, DEA : Drug Enforcement Administration

⁴¹ voir National Intelligence Council, *Iran: Nuclear Intentions and Capabilities*, novembre 2007, (9 pages) à l'adresse : http://www.page2007.com/iran_nic_2007.pdf

⁴² le document du NIC se conclue par huit points dont nous extrayons les trois suivants : A, G et H

⁴³ Sylvain Cypel, « Des "agents en Iran" seraient l'une des sources du rapport américain sur le nucléaire iranien » , *le Monde*, jeudi 20 décembre 2007,

⁴⁴ Ali Reza Asgari disparaît le 7 février 2007 à Istanbul. Et n haut responsable des services de Renseignements américains, a attribué au Mossad l'organisation de l'opération. <http://www.israelvalley.com/news/2007/03/10/9193/israel-mossad-iran-le-mossad-aurait-organise-la-desertion-du-general-iranien-ali-reza-askari>

⁴⁵ Conseil national de la résistance iranienne, essentiellement animé par l'Organisation des moudjahidine du peuple iranien.

⁴⁶ AFP 11 décembre 2007

⁴⁷ rapport « Implementation of the NPT Safeguards Agreement and Relevant Provisions of Security Council Resolutions 1737 (2006) and 1747 (2007) in the Islamic Republic of Iran. »

voir : <http://www.iaea.org/NewsCenter/News/2008/iranreport0208.html>

⁴⁸ AFP 4 décembre 2007.

⁴⁹ Le Monde, 4 décembre 2007.

"la double approche choisie par la communauté internationale et qui prévoit à la fois des encouragements et des mesures du Conseil de sécurité des Nations unies est la bonne".⁵⁰

Mais à Londres, Tony Blair estime que le risque que l'Iran se dote de l'arme nucléaire reste un "problème très grave" et Gordon Brown, le porte-parole ajoute : "D'une manière générale, le rapport confirme que nous avons eu raison de nous inquiéter."

D'Israël, viennent des déclarations qui renforcent la ligne dure de Washington : Ehoud Barak, ministre de la défense, assure « L'Iran continue probablement son programme de fabrication de la bombe nucléaire ». ⁵¹

Et finalement en janvier 2008, les six puissances traitant la question du programme nucléaire iranien (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Russie, Chine) se mettent d'accord, sur un texte de nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sanctionnant l'Iran pour la poursuite de ses activités nucléaires controversées.

Cette résolution 1803⁵² votée le 3 mars par le conseil de sécurité à la quasi unanimité⁵³ a été rédigée par la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et prévoit un durcissement des sanctions infligées par le Conseil à l'Iran dans ses résolutions 1737 de décembre 2006 et 1747 de mars 2007. Elle donne trois mois à l'Iran pour suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium et de retraitement, avant d'envisager un nouveau train de sanctions.

Mais dans cette période, la tension continue à monter :

Les six décident le 2 mai 2008 de présenter une nouvelle offre au gouvernement iranien.⁵⁴ Et à la fin du mois L'AIEA décide de demander des informations complémentaires à l'Iran sur son programme nucléaire, notamment sur Les études que l'Iran a menées sur un projet dit "Green Salt", sur des explosifs de haute intensité, et sur un élément de missile (le "véhicule de rentrée") : ces études estime le rapport de l'AEIA "demeurent un objet de sérieuse préoccupation". L'Iran tout en contestant la validité de certaines affirmations a néanmoins accepté le processus de l'enquête.⁵⁵

De son côté, **Vladimir Poutine**, dans une interview au journal Le monde assure que l'Iran, selon lui, ne souhaite pas se doter de l'arme nucléaire : « rien n'indique » que la République islamique se prépare à acquérir une bombe atomique ». en précisant : « Si elle avait le sentiment que le programme nucléaire iranien devait déboucher sur la fabrication d'une arme atomique, la Russie s'y opposerait ». ⁵⁶

Le discours français « se préparer au pire »

Si les déclarations des représentants du quai d'Orsay sont prudentes, il n'en va pas de même des positions des principaux responsables politiques français, qu'il s'agisse du président de la république ou du ministre des affaires étrangères voire du ministre de la défense

En septembre 2007, à l'assemblée générale de l'ONU, Nicolas Sarkozy a affirmé « il n'y aura pas de paix dans le monde si la communauté internationale fait preuve de faiblesse face à la prolifération des armements nucléaires /.../ L'Iran a droit à l'énergie nucléaire à des fins civiles, a-t-il affirmé, mais en laissant l'Iran se doter de l'arme nucléaire, nous ferions courir un risque inacceptable à la stabilité de la région et du monde. » ⁵⁷ Il a par ailleurs affirmé que « tous les experts de toutes les parties du monde sont d'accord pour dire que [les Iraniens] travaillent sur l'arme nucléaire militaire ». ⁵⁸

De son côté, Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères, tout en maintenant que la négociation devait primer, a expliqué : « La crise du nucléaire iranien impose de "se préparer au pire", qui est "la guerre",⁵⁹ Et Hervé Morin, ministre de la défense, lors d'un déplacement aux Émirats arabes unis, dans une interview à l'agence WAM, en réponse à Mohammed El Baradei qui avait affirmé n'avoir "reçu aucune information sur un programme nucléaire militaire concret et en activité à ce jour" en Iran. " croit pouvoir assurer "Nos renseignements, corroborés par ceux d'autres pays, nous donnent le sentiment contraire".⁶⁰

Ce durcissement du discours officiel entraînera quelque temps plus tard un avertissement discret de l'ambassadeur d'Iran :

*Les peuples du Moyen-Orient ont une vision positive du rôle de la France dans le passé sur les évolutions de cette région, notamment sur la question irakienne. Il va de soi que le gouvernement et le peuple français tiennent beaucoup à préserver leur place au Moyen-Orient.*⁶¹

⁵⁰ ibidem

⁵¹ ibidem

⁵² voir le texte à : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/monde/chronologies/pdf/onu1803.pdf>

⁵³ 14 voix pour, abstention de l'Indonésie.

⁵⁴ e monde 4 mai 2008

⁵⁵ le monde 25 mai 2008

⁵⁶ Le monde 1er juin 2008

⁵⁷ le monde 27 septembre 2007

⁵⁸ ibidem

⁵⁹ le monde 17 septembre 2007

⁶⁰ texte complet à : http://www.ambafrance-eau.org/article.php3?id_article=971

⁶¹ Le nucléaire iranien, une menace illusoire Article rédigé par Son Exc. Ali Ahani, l'Ambassadeur de la R.I. d'Iran en France <http://www.amb-iran.fr/index.php?lang=fr&type=france&page=01&id=661&PHPSESSID=16865f594054b69fcedc30b7cf85884a>

Conclusion :

Malgré le discours américain, la réalité d'une menace nucléaire **iranienne n'est pas considérée comme une hypothèse plausible**, ne serait-ce qu'à cause des faibles distances qui séparent les uns et les autres. L'Iran pourrait cependant faire valoir de « bonnes raisons » de posséder de tels armements, comme le souligne Bertrand Badie : *Dans un Moyen-Orient nucléarisé, la quête iranienne d'un armement de ce type, même si elle n'est pas explicite est compréhensible autant qu'inévitable. Le pays doit faire face à une bombe hostile à l'ouest, en Israël, à une bombe à l'est, chez un partenaire de toujours auquel il aime se comparer, et à une autre au nord, dans l'ancienne puissance quasi-tutélaire.*⁶² Mais on peut penser que la ligne suivie est plus subtile et consiste, non pas à posséder l'arme nucléaire, mais à se placer en position de la posséder, ce qui donne ensuite un certain nombre d'atouts pour ne pas être traité comme le régime baasiste. Car, si les objectifs de puissance régionale de l'Iran sont assez évidents, la crainte des interventions internationales n'est sans doute pas moins importante dans les choix politiques du pays et explique pour une part « l'entêtement » iranien. De ce point de vue, François Nicoullaud a rappelé récemment que, face à la logique américaine d'entrer dans le chemin de la force, il y a la perspective tracée par Mohammed El Baradei qui, directeur général de l'AEIA et prix Nobel de la paix, n'est pas si mal placé pour formuler quelques propositions : « *Il s'agit de mettre entre parenthèses, au moins pour un temps, nos pressions et nos menaces de sanctions, et d'accepter l'idée que l'Iran, comme il y aspire, puisse entretenir une activité de centrifugation, mais étroitement limitée et encadrée par un accord spécifique*». ⁶³

Encore faudrait-il pour que cette voie raisonnable puisse être empruntée que les pays européens osent mener une politique autonome, ce qui est loin d'être le cas.

Jean-Paul Hébert

École des hautes études en sciences sociales

Directeur du CIRPES (centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques)

Positions transatlantiques et Iran nucléaire	1
1 L'Iran et le nucléaire ; une longue histoire :.....	1
1.1 l'aide des Etats-Unis et de l'Europe :.....	1
1.2 la révolution islamique bouleverse la donne.....	2
2 La « crise » nucléaire.....	2
2.1 2003-2005 : la montée des tensions.....	2
2.2 les résolutions du conseil de sécurité.....	2
3 L'Iran est-il en train de construire la bombe ?.....	3
3.1 gérer le pétrole.....	3
3.2 Des indices mais pas de preuves	3
4 USA / Iran : l'affrontement politique.....	4
4.1 L'Iran : un proliférateur de plus ?.....	4
4.2 la menace mondiale selon les Etats-Unis	4
5 2007-2008 évolution du renseignement américain et des positions françaises:.....	5
La volte-face des services de renseignements américains:.....	5
La tension continue à monter :.....	6
Le discours français « se préparer au pire ».....	7
Conclusion :.....	8

⁶² Bertrand Badie, « L'Iran met en échec les « néocons » américains », *Le Débat Stratégique*, N°90, mars 2007

⁶³ François Nicoullaud, « Iran : sortir de l'impasse », *Le Monde*, 20 juin 2007